



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE



LA DETTE :

LE CASSE DU SIÈCLE !

DEPUIS PLUSIEURS MOIS, PAS UN JOUR SANS UNE NOUVELLE ANNONCE EN EUROPE POUR EXIGER DES POPULATIONS TOUJOURS PLUS AFIN DE PAYER LA DETTE PUBLIQUE. PAS UN JOUR SANS UN DISCOURS CULPABILISANT EXPLIQUANT QUE NOUS VIVONS AU-DESSUS DE NOS MOYENS. COMME SI LES BESOINS D'ÉDUCATION, DE LOGEMENT OU DE SANTÉ ÉTAIENT SATISFAITS POUR TOUS ET TOUTES EN EUROPE !

La dette fonctionne comme un chantage, les discours médiatiques omettent d'expliquer son origine pour nous faire croire que nous sommes tous et toutes responsables. Le gouvernement Fillon en profite pour imposer un nouveau plan d'austérité, tandis que le candidat socialiste pour 2012 prépare... l'austérité juste ! Les plans proposés, partout en Europe, relèvent de la même logique : faire payer la population afin de satisfaire l'appétit des « marchés financiers », expression abstraite derrière laquelle se cachent des banques, assurances et autres fonds de pensions. Ces institutions financières que les gouvernements ont sauvées en 2008, à coups de centaines de milliards d'euros. Aujourd'hui, ceux-là mêmes qui ont déclenché la crise font des profits grâce aux taux d'intérêt usuraires qu'ils exigent des États endettés. Les cinq grandes banques françaises déclaraient pourtant plus de 21 milliards de profit en 2010.

LA DETTE SERT D'ALIBI À DES RÉGRESSIONS SOCIALES D'AMPLEUR :

- ➔ **Privatisations** en Grèce, où des entreprises publiques de l'énergie, des transports ou des télécommunications sont bradées.
- ➔ **Hausse d'impôts.** Le plus inégalitaire d'entre eux, la TVA, est augmenté jusqu'à 23 % en Grèce et au Portugal, les biens de première nécessité seront désormais taxés à 7 % en France.
- ➔ **Baisse des prestations sociales :** amputation des pensions de retraite, de l'allocation chômage, baisse des remboursements pour les dépenses de santé.

À chaque fois, ce sont les ménages qui payent la facture. Ces régressions économiques ont pour conséquence en particulier d'accroître les difficultés pour les femmes des milieux populaires, avec moins d'accès à l'emploi et moins de services publics. Pendant que les peuples en Europe sont priés de se serrer la ceinture, les marchés financiers continuent de bénéficier de taux d'intérêt avantageux auprès de la Banque centrale européenne (de l'ordre de 1 %), pour ensuite exiger des États des remboursements avec des intérêts qui peuvent varier entre 3 et 7 % ! Ce chantage à la dette est le casse du siècle, l'ensemble de la population et les biens communs étant pillés pour satisfaire les profits et les revenus des plus riches.



LA DETTE: LE CA

QU'EST-CE QUE CETTE DETTE ?

Dettes en pourcentage du produit intérieur brut (PIB: totalité de la richesse produite dans l'année et dans le pays).

Pays	2007	2010
Grèce	96%	126%
Irlande	25%	97%
Italie	104%	120%
France	64%	83%
États-Unis	62%	93%
Royaume-Uni	47%	81%

En France, le remboursement des intérêts de la dette est devenu cette année le premier poste budgétaire, soit 48,8 milliards d'euros, alors que l'enseignement scolaire, par exemple, représente 45,5 milliards (hors pensions)! Le remboursement de la dette coûtera cette année près de 160 milliards d'euros!

D'OÙ VIENT CETTE DETTE ?

Les dettes publiques, déjà importantes avant la crise, ont explosé avec cette dernière. Depuis les années 1980, les gouvernements, qu'ils soient de droite ou socio-libéraux, ont mis en place la mondialisation néolibérale, mettant en concurrence les travailleurs de tous les pays. Cette concurrence a servi de prétexte aux cadeaux fiscaux et aux allègements de cotisations sociales dans tous les États. La suppression de la taxe professionnelle et la réduction de l'impôt sur la fortune ne sont que les derniers cadeaux d'une très longue série. Ce déséquilibre entre recettes et dépenses est compensé par l'emprunt, c'est le double effet kiss-cool!

LA DETTE PUBLIQUE: DES CADEAUX FISCAUX POUR LES PLUS RICHES ET LES ENTREPRISES

DES DÉPENSES PUBLIQUES EN FAVEUR DES BANQUES ET DES ENTREPRISES

➔ Pour les riches et les patrons, c'est double bénéfice: moins d'impôts et un placement sûr avec intérêts, le prêt à l'État.

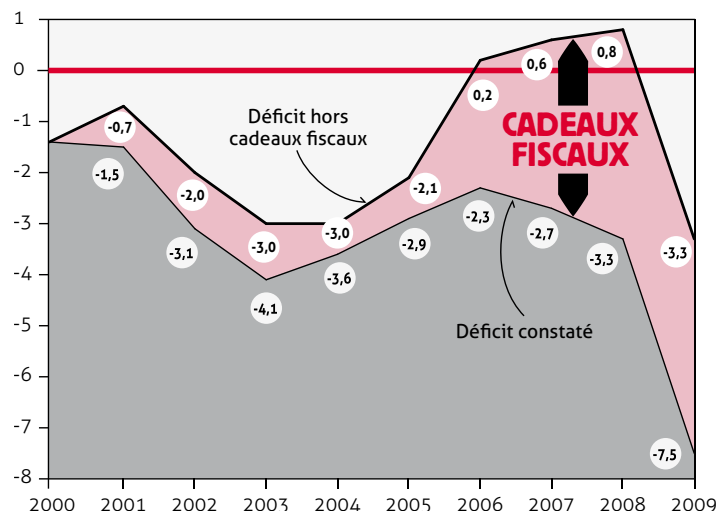
➔ Pour les usagers des services publics, c'est la double peine: moins de moyens et encore plus de dépenses pour payer les intérêts.

À partir de 2008, tout s'accélère. La récession économique entraîne moins d'impôts encore et plus de dépenses. Une partie de ces dépenses est légitime (indemnités chômage, aide sociale en période de crise) mais l'autre pas (aide massive aux banques et aux constructeurs automobiles).

DETTE D'UN ÉTAT = DETTE D'UN MÉNAGE ?

NON! LE DISCOURS DOMINANT JUSTIFIE LE PAYEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE PAR ANALOGIE AU BUDGET D'UN MÉNAGE: « ON NE PEUT VIVRE AU-DESSUS DE NOS MOYENS ». MAIS CONTRAIREMENT À UN MÉNAGE, L'ÉTAT PEUT AUGMENTER SES RESSOURCES EN AUGMENTANT SES IMPÔTS. EN SUPPRIMANT LES CADEAUX FISCAUX FAITS AUX PLUS RICHES DEPUIS 2000, CE SONT PRÈS DE 50 MILLIARDS PAR AN QUI RENTRERAIENT DANS LES CAISSES DE L'ÉTAT. DIRE QUE L'ÉTAT DÉPENSE TROP EST UN MENSONGE. AVANT LA CRISE, LES DÉPENSES PUBLIQUES REPRÉSENTAIENT 52,3 % DU PIB, TROIS POINTS DE MOINS QU'EN 1993.

Cadeaux fiscaux et déficit budgétaire, en % du PIB



Source des chiffres: rapport Carrez (rapport d'information sur les finances, Assemblée nationale, 2010).

ASSE DU SIÈCLE !

UNE CRISE DE L'EUROPE NÉOLIBÉRALE

L'Union européenne telle qu'elle a été construite cautionne et applique les politiques néolibérales imposées aux peuples européens. C'est une Europe de la concurrence entre les salarié-e-s, où les patrons profitent du chantage permanent à la délocalisation pour baisser les salaires et les droits sociaux, mais aussi les impôts et les cotisations sociales. Cette construction européenne a été, et reste, un moyen privilégié pour faire baisser les recettes publiques et donc alourdir la dette publique.

Cette Europe de la concurrence a renforcé les déséquilibres au lieu de les réduire, en particulier dans la zone euro. Le pouvoir économique s'est retrouvé concentré dans les pays les plus riches (Allemagne, Pays-Bas, etc.) qui exportent des biens et des capitaux alors que les économies des pays de la périphérie ont été intégrées comme acheteurs de ces exportations, le plus souvent à crédit, et comme terrain pour la spéculation immobilière. Ils sont aujourd'hui au cœur de la crise de la dette (Grèce, Irlande, Portugal, Italie, Espagne). Les premiers perdants de cette

répartition des tâches sont les travailleurs d'Allemagne en particulier, dont les salaires et les droits ont été très fortement limités pour baisser le coût des exportations. C'est ce qui explique qu'il est aujourd'hui moins cher de produire en Allemagne qu'en Grèce. C'est pourquoi la solidarité internationale des peuples en Europe contre les plans d'austérité est l'unique résistance possible. Il ne s'agit pas d'un élan charitable : les défaites des travailleurs et des travailleuses de chaque pays pèsent directement sur les conditions de vie des peuples européens.

REFUSONS DE PAYER CETTE DETTE ILLÉGITIME !

EN FRANCE, UNE CAMPAGNE UNITAIRE POUR UN «AUDIT CITOYEN»

Le NPA participe à une campagne unitaire portée par de nombreuses organisations politiques, associatives, syndicales, avec la volonté de mener partout le débat et faire que la population s'empare des décisions qui la concernent. Le site de l'appel unitaire : <http://www.audit-citoyen.org/>

Exiger un audit populaire, c'est tout d'abord démêler les fils de cette dette accumulée depuis des années : qu'est devenu l'argent de tel emprunt, à quelles conditions cet emprunt

a-t-il été conclu ? Combien d'intérêts ont été payés, à quel taux ? Quelle part du capital emprunté a-t-elle déjà été remboursée ? Comment la dette a-t-elle enflé sans que cela profite à la majorité de la population ? Qui a emprunté et au nom de qui ? Qui a prêté et quel a été son rôle ? Comment des dettes privées sont-elles devenues « publiques » ? C'est aussi construire partout des collectifs rassemblant la population, permettant de recueillir les témoignages, les enquêtes, de se donner mutuellement les moyens de comprendre et d'agir contre cette dette et les plans d'austérité qu'elle engendre en lien avec toutes les résistances de la population contre les politiques d'austérité et leurs conséquences. Nous voulons imposer par la mobilisation la levée du secret bancaire, le contrôle sur les opérations financières, mettre en cause le droit des banquiers et des capitalistes à disposer de nos vies.

UN MORATOIRE TOUT DE SUITE !

Un moratoire, c'est suspendre les paiements pour mettre un terme au chantage aux coupes budgétaires et à l'austérité. C'est utiliser les remboursements des intérêts pour répondre aux besoins sociaux : chaque année, le remboursement des intérêts correspond à 1 million d'emplois à 2000€ net, cotisations sociales comprises.

C'est donner le temps de l'audit de cette dette, de la décision politique pour permettre à l'ensemble de la population de décider de son avenir.

CETTE DETTE N'EST PAS LA NÔTRE, NOUS N'AVONS PAS À LA PAYER !

Pour le NPA, la réponse est claire, une dette construite par les cadeaux faits aux plus riches et aux grandes entreprises est illégitime et n'a pas à être payée. Tous ensemble, nous devons par nos mobilisations imposer son annulation.

Son annulation ouvre la possibilité d'utiliser l'argent public pour des investissements et des emplois utiles à toute la population. C'est aussi la condition pour mettre un terme au pouvoir des marchés. L'annulation de la dette provoquera la faillite des institutions financières, nous dit-on, mais c'est la politique même des banquiers et des États qui conduit à la faillite et à la ruine de la société. Il y a urgence à les empêcher de nuire. Il n'est plus question de renflouer à coups de milliards d'argent public leurs bilans pourris par les opérations douteuses, pour leur permettre de poursuivre leurs spéculations contre les peuples. Il faut les saisir, les socialiser sans indemnité ni rachat pour constituer un véritable service bancaire public sous le contrôle de la population, une appropriation publique et sociale du crédit qui permette d'imposer le contrôle des capitaux et de leur utilisation. Il n'y a pas d'autre voie pour en finir avec la mainmise des banquiers sur les finances publiques, pour en finir avec la spéculation.

LA DETTE OU LA SANTÉ ? C'EST AU PATRONAT ET AUX BANQUIERS DE PAYER !

QUAND LE PATRONAT NE PAYE PAS C'EST L'ÉTAT QUI S'ENDETTE !

Depuis une vingtaine d'années, les exonérations de cotisations sociales (que le patronat appelle « charges ») ont explosé. Officiellement pour favoriser la lutte contre le chômage, c'est en réalité pour faire baisser le coût du travail que ces mesures ont été prises. De récentes études permettent de retracer l'historique: en 1992, les exonérations se montaient à 1,9 milliard d'euros. En 2009, ce sont 69 milliards selon la Cour des comptes. Entre 1992 et 2010, ce sont au total 316 milliards d'exonération qui ont été accordés. En remplacement de ces cotisations non versées par le patronat, tous les ans l'État puise dans les impôts pour compenser (pas intégralement d'ailleurs et la Sécurité sociale est perdante dans l'affaire). De 1992 à 2010, 275 milliards ont été compensés par le budget de l'État. 275 milliards que l'État a donc consacrés à « assister » le patronat, qui lui sait ce que vivre au-dessus de ses moyens veut dire! 275 milliards qui ont donc manqué pour le budget de l'État et au nom de quoi il a fallu emprunter et s'endetter. Cette dette-là c'est celle du patronat! À lui de la payer.

DES INFIRMIÈRES ET DES INFIRMIERS, PAS DES INTÉRÊTS !

Depuis de nombreuses années, le service public hospitalier fait l'objet de « réformes » qui visent à transformer l'hôpital en entreprise « rentable » productrice de soins et à créer les conditions de sa privatisation. Un des moyens utilisés a été la modification des conditions de financement des équipements et des investissements. Historiquement basé sur la subvention d'État ou l'emprunt à taux réduit auprès de la Caisse des dépôts et consignation, le financement



des investissements avec le plan hôpital 2007, adopté en 2003, a diminué les subventions et a largement favorisé la bascule vers l'emprunt auprès des banques.

Dexia représentait 40% de l'investissement hospitalier mais HSBC, Goldman Sachs, JP Morgan se sont aussi mis sur le coup. Résultat: en cinq ans, l'endettement hospitalier est passé de 10 à 24 milliards et il a triplé en dix ans.

Et ce sont souvent des emprunts « toxiques » qui ont été vendus, susceptibles de voir leurs taux d'intérêts exploser d'un seul coup selon des procédures rarement expliquées au moment de la signature des contrats! Résultat des courses: avec des taux qui se sont envolés, le surcoût des emprunts est estimé à 500 millions d'euros. Certains établissements hospitaliers risquent de se trouver devant un choix inacceptable: mettre en œuvre des plans de retour à l'équilibre, licencier, fermer des services et refuser des malades pour payer les échéances des prêts. Les femmes sont triplement touchées par ces coupes budgétaires: dans ce secteur principalement féminin, elles sont davantage concernées par les licenciements; au sein de la famille, elles compensent les fermetures des centres de santé; enfin, les services à destination des femmes (centres IVG, maternités de proximité, gynécologie) sont les premiers fermés.

La Fédération hospitalière de France, en octobre 2011, a évoqué le risque de ne pas pouvoir payer les salaires dans certains établissements, alors que les intérêts, eux, continueraient à être honorés. C'est la satisfaction des créanciers au détriment de notre santé! Placé dans une telle situation, l'exigence d'un moratoire immédiat sur la dette s'impose pour permettre de répondre aux besoins de santé de la population.



POUR PRENDRE CONTACT

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil
ou par mail à : ecrire@npa2009.org

Nom / Prénom : Ville :

Tél : Mail :